

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Strasbourg, le 19/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REIMS AEROSPACE**

**AERODROME REIMS PRUNAY  
51682 REIMS CEDEX 2  
51360 Prunay**

Références : D3 i 2025-272  
Code AIOT : 0005701452

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement REIMS AEROSPACE implanté AERODROME REIMS PRUNAY 51682 REIMS CEDEX 2 51360 Prunay. L'inspection a été annoncée le 20/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les dispositifs de rétention.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REIMS AEROSPACE
- AERODROME REIMS PRUNAY 51682 REIMS CEDEX 2 51360 Prunay

- Code AIOT : 0005701452
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Reims Aerospace fabrique des pièces destinées à l'aéronautique.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 et 61	Sans objet
2	Identification et localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59, partiellement	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 01/12/1993, article 4.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence un certain nombre de non conformités notamment en ce qui concerne les consignes d'exploitation et de sécurité.

Compte tenu de la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise le 22 novembre 2024, aucune suite n'est proposée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57 et 61
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de l'installation et accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art 61 : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre. [...]  Art 57 : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
<b>Constats :</b>

L'accès au site est limité par une barrière physique qui nécessite un moyen d'identification pour pénétrer sur le site de l'établissement.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le plan de formation de ses agents aux risques des installations.

Par courriel en date du 19/07/2024, l'exploitant a fourni le plan de formation de ses employés sous forme de fichier Excel. Les formations renseignées dans le plan concernent principalement les tâches techniques réalisées par les employés du site ainsi que la formation équipiers de première intervention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Identification et localisation des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thème(s) :** Risques accidentels, Identification et localisation des risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées (...). Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.  
[...]

**Constats :**

Le jour de la visite, l'exploitant a annoncé ne pas disposer à ce jour de plan permettant d'identifier la présence et la nature des risques au sein de son installation.  
Par courriel en date du 19/07/2024, l'exploitant a fourni un plan de ses installations permettant d'identifier les zones à risques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59, partiellement

**Thème(s) :** Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.  
Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [ ...]  
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles [...]</li> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;[...]</li> <li>- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a annoncé ne pas disposer de consignes écrites. Cependant les employés présents sur le site connaissent selon lui l'installation et la plupart des consignes sont transmises à l'oral.</p> <p>Par courriel en date du 19/07/2024, l'exploitant a fourni des documents s'apparentant au permis d'intervention. Il manque cependant les autres consignes d'exploitation mentionnées à l'article 59 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p> <p>Compte tenu de la mise en liquidation judiciaire du site d'exploitation le 22 novembre 2024, aucune suite ne sera proposée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : État des matières stockées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir l'état des stocks.</p> <p>Par courriel en date du 11/07/2024, il a fourni les fiches de données de sécurité (FDS) du P99 Wash Primer Yellow 5Lt, ainsi que du Mobil Machine Tool Long Life Coolant. Ces FDS sont à jour.</p> <p>Par courriel en date du 19/07/2024, il a également fourni un état des matières stockées sur le site d'exploitation. Cet état des stocks présente les matières stockées pour son activité au titre des rubriques 2560 et 2940.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 5 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/1993, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les unités, parties d'unités ou stockages susceptibles de contenir même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités mises en oeuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct seront équipés de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement. Cette disposition s'applique en particulier aux aires de stockage.</p> <p>Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir, dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits dangereux ou insalubres mis en oeuvre dans une zone susceptible d'être affectée par un même sinistre malgré les agents de protection ou d'extinction.</p> <p>Le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits dangereux ou insalubres devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Les capacités de rétention et le réseau de collecte et de stockage des égouttures ou effluents accidentels ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans l'égout ou le milieu récepteur.</p> <p>Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mêler (cyanures et acides, hypochlorite et acides...)</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection, les affichages sur les rétentions n'étaient pas présents.</p> <p>Par courriel en date du 19/07/2024, l'exploitant a fourni des photos des étiquettes qui ont été ajoutées sur ses rétentions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite